















Missions d'AMO HQE et
Commissionnement pour
le projet de rénovation
énergétique de la
Bibliothèque
Universitaire du site de
Grandmont « Bâtiment G
ancien »

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**

SOMMAIRE

1.	ELEMENTS CLES ET DEFINITIONS DU CONTRAT	3
2.	OBJET DE LA PRESTATION.....	4
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	5
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DELAIS D'EXÉCUTION	6
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	7
6.	REALISATION DES PRESTATIONS	11
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12
8.	LITIGES ET SANCTIONS.....	15
9.	FIN DU CONTRAT	17
10.	DEROGATIONS.....	18

1. ELEMENTS CLES ET DEFINITIONS DU CONTRAT

	Contrat - Définition	Le contrat est un marché public passé en Procédure Adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° et 2 du Code de la Commande Publique). Le contrat fait référence au CCAG Prestations Intellectuelles du 30 mars 2021. Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
	Objet du contrat	Missions d'AMO HQE et Commissionnement pour le projet de rénovation énergétique de la Bibliothèque Universitaire du site de Grandmont « Bâtiment G ancien »
	Type de contrat	Marché ordinaire de services – Prestations intellectuelles
	Acheteur - Définition	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
	Acheteur	Université de Tours
	Titulaire - Définition	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	37000 Tours
	Délai	Variable selon les prestations du contrat – Selon planning joint au CCTP
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	Selon article 8.1 du présent CCAP
	Variation des prix	Révisables (formule), formule (INGm / INGo)
	Nature des prix	Prix forfaitaires

2. OBJET DE LA PRESTATION

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Missions **d'AMO HQE** et **Commissionnement** pour le projet de rénovation énergétique de la Bibliothèque Universitaire du site de Grandmont « Bâtiment G ancien »

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est Tours

■ Intervenants :

Acheteur et Maître d'Ouvrage

Les prestations sont réalisées pour le compte de l'acheteur **Université de Tours** (Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel), représenté par le Président de l'Université de Tours.

Adresse et coordonnées :

Université de Tours
BP 12050
60 rue du Plat D'Etain
37020 Tours Cedex 1
Téléphone : 02 47 36 66 00
Courriel : commande-publique@univ-tours.fr
Site internet : www.univ-tours.fr

Service en charge du suivi de l'opération pour l'Université de Tours

Service technique de l'immobilier

Université de Tours
BP 12050
60 rue du Plat D'Etain
37020 Tours Cedex 1
Téléphone : 02 47 36 66 00
Site internet : www.univ-tours.fr

AMO Programmation

L'Université de Tours a confié à un prestataire **AMO Programmation** un marché de prestations intellectuelles concourant au même objet / projet de rénovation énergétique de la Bibliothèque Universitaire du site de Grandmont « Bâtiment G ancien ».

Ces prestations ont été confiées à la Société **Mott MacDonald**. Les prestations objet du marché de l'AMO programmation n'intègrent pas le volet HQE et commissionnement faisant lui l'objet du présent contrat.

A titre d'information, les missions confiées à ce stade à l'AMO programmation sont les suivantes :

- Faisabilité, préprogramme, programmation et dossier d'expertise ;
- Choix de l'ensemble des prestataires intellectuels y compris le maître d'œuvre ;
- Suivi des études de conception.

Nota : le titulaire AMO HQE et Commissionnement du présent contrat aura nécessairement à travailler conjointement à la production des prestations communes avec l'AMO Programmation qui a en charge le pilotage global des éléments de mission ci-dessus mentionnés avec le concours de l'Université de Tours.

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations objet du présent contrat **d'AMO HQE et Commissionnement** font l'objet d'un lot unique (prestations indissociables) et sont décomposées comme suit en 3 **tranches**.

Tranches	Objet des missions
Tranche Ferme	Démarrage de la mission et réunion de lancement Faisabilité / Préprogramme Environnemental Programme Environnemental HQE Programme Commissionnement
Tranche Optionnelle 1	Accompagnement au choix de la maîtrise d'œuvre : assistance à la définition des missions du MOE sur la plan environnemental et assistance à l'analyse des offres volet HQE
Tranche Optionnelle 2	Suivi des études de conception sur le volet Environnemental HQE (DIA, ESQ, APS, APD, PRO) Suivi des études de conception sur le volet Commissionnement DCE : élaboration d'une charte « chantier vert » et des outils / procédures environnementales en phase chantier Mission HQE et commissionnement : suivi de la réalisation des travaux Mission HQE et commissionnement : suivi de la réception des travaux Mission de commissionnement : suivi de l'année de garantie de parfait achèvement / 1 ^{er} année d'exploitation

■ Délais d'affermissement :

Les tranches optionnelles pourront être affermies dans les délais suivants :

Tranches	Délai d'affermissement
Tranche Optionnelle 1	15 mois à compter de la notification du marché
Tranche Optionnelle 2	28 mois à compter de la notification du marché

En l'absence d'affermissement d'une tranche optionnelle dans le délai défini, la tranche optionnelle est réputée non-affermie et le titulaire du marché est libéré de son engagement vis-à-vis de cette tranche optionnelle.

Les tranches optionnelles seront affermies par le maître d'ouvrage par ordre de service.

■ **Indemnités liées aux tranches optionnelles :**

Le contrat ne prévoit aucune indemnité pour le titulaire en cas de retard ou de non-affermissement d'une tranche optionnelle.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DELAIS D'EXÉCUTION

■ **Délais d'exécution et calendrier détaillé d'exécution :**

Les prestations objet du contrat sont réalisées par le titulaire dans le cadre des délais et du calendrier détaillé fixé et défini dans le planning opérationnel prévisionnel joint à la présente consultation et annexé au CCTP.

Le titulaire est libre de proposer des délais de réalisation plus efficient étant entendu que ceux-ci devront être compatibles avec les missions des autres intervenants.

■ **Délais d'exécution prévisionnels :**

Suivant le planning joint et annexé au CCTP, les délais d'exécution prévisionnels des prestations sont les suivants :

Tranches	Délais de réalisation des missions
Tranche Ferme	Faisabilité / Préprogramme : 2 mois à compter de la notification du contrat
	Programme technique détaillé (y compris volet HQE et commissionnement) : 3 mois à compter de la validation de la faisabilité / préprogramme par le MOA
Tranche Optionnelle 1	Accompagnement au choix de la maîtrise d'œuvre : 7 mois à compter de la date de l'OS de démarrage des prestations objet de la tranche (ou de la date fixée dans l'OS)
Tranche Optionnelle 2	Suivi des études de conception : 13 mois 7 mois à compter de la date de l'OS de démarrage des prestations objet de la tranche (ou de la date fixée dans l'OS)
	Suivi de la réalisation et de la réception des travaux : 15 mois à compter de la date de l'OS de démarrage des prestations objet de la tranche (ou de la date fixée dans l'OS)
	Mission de commissionnement : suivi de l'année de garantie de parfait achèvement / 1 ^{re} année d'exploitation: 12 mois à compter de la date de réception des travaux

Les délais prévisionnels indiqués ci-dessous correspondent aux délais « globaux » des phases de missions à réaliser conjointement avec les autres intervenants et notamment l'AMO Programmation.

Les délais / jalons intermédiaires des différents livrables constituant les éléments de mission sont précisés au planning prévisionnel annexé au CCTP de la présente consultation.

■ Prestations similaires :

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **forfaitaires**.

■ Variation des prix :

Les prix sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

La **formule de variation** utilisée est **$P = P_o \times [(ING_m / ING_o)]$** .

P = prix révisé

P_o = prix initial

I_o = valeur de l'index du mois Mo

I_m = valeur de l'index du mois de référence

La liste des index utilisés est la suivante :

Code index	Libellé de l'index
ING	Ingénierie

Quand l'index n'est pas connu au moment du calcul, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière valeur connue de l'index. En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

La **date d'établissement des prix (Mois 0)** est fixée au Mois de remise des offres finales.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi à 3 décimales au millième supérieur**.

Le coefficient de révision est calculé **pour chaque prestation**.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont

présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées.

■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ **Frais de coordination :**

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ **Avance :**

Pour chaque tranche, le titulaire peut bénéficier du versement d'une avance de 5% si le montant de la tranche considérée est supérieur à 25 000 € HT. Il est fait application de l'option B du CCAG.

Le montant de l'avance n'est pas révisable. L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations de la tranche considérée.

■ **Paiement des membres du groupement :**

En application de l'article 12.1.1 du CCAG, en cas de groupement solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ **Périodicité des paiements :**

Les paiements sont effectués comme suit :

Mission / Élément de mission	Echéance ou échelonnement des paiements
Faisabilité / Préprogramme	70% de cet élément à remise du ou des livrables 30% de cet élément à la validation du livrable par la maîtrise d'ouvrage
Programme environnemental HQE	70% de cet élément à remise du ou des livrables 30% de cet élément à la validation du livrable par la maîtrise d'ouvrage
Programme Commissionnement	70% de cet élément à remise du ou des livrables 30% de cet élément à la validation du livrable par la maîtrise d'ouvrage
Sélection du MOE : assistance à l'analyse des offres	100% de cet élément à la validation du rapport d'analyse des offres par la maîtrise d'ouvrage
Etudes de conception : analyse DIA/ESQ	100% de cet élément à la validation du rapport d'analyse des études DIA/ESQ par la maîtrise d'ouvrage
Etudes de conception : analyse APS	100% de cet élément à la validation du rapport d'analyse des études APS par la maîtrise d'ouvrage
Etudes de conception : analyse APD (y compris PC/AT)	90% de cet élément à la validation du rapport d'analyse des études APD par la maîtrise d'ouvrage 10% de cet élément de mission à validation du dossier PC/AT par la maîtrise d'ouvrage ou au plus tard au dépôt du dossier auprès des services instructeurs
Etudes de conception : analyse PRO/DCE	90% de cet élément à la validation du rapport d'analyse des études PRO par la maîtrise d'ouvrage 10% de cet élément de mission à validation du dossier DCET par la maîtrise d'ouvrage
Charte environnementale « chantier vert »	70% de cet élément à remise du ou des livrables 30% de cet élément à la validation du livrable par la maîtrise d'ouvrage
Suivi de la réalisation des travaux	100% par acomptes mensuels au prorata de la durée des travaux

Suivi de la réception des travaux	50% à la fin des opérations préalables à la réception et une fois la réception prononcée par la maîtrise d'ouvrage 50% à la levée des réserves de réception et une fois l'ensemble des procès-verbaux de levée des réserves établis par la maîtrise d'ouvrage
Suivi de l'année de garantie de parfait achèvement / 1^o année d'exploitation	100% par acomptes trimestriels au prorata de l'année de parfait achèvement

En application des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du code de la commande publique, le titulaire peut bénéficier du versement d'un acompte à hauteur des prestations réalisées si un délai de plus de 3 mois s'écoule à compter de la date du dernier versement. Ce délai est ramené à 1 mois pour les entreprises visées à l'article R. 2191-22 du code de la commande publique. Le titulaire est tenu de justifier l'état d'avancement des prestations.

■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ Remise des demandes de paiement :

Service facturier

Université de Tours

60 rue du Plat d'Etain

37020 Tours cedex

Téléphone : 02 47 36 64 35

Courriel : sfact-marches@univ-tours.fr

Site internet : <https://chorus-pro.gouv.fr>

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

- IM : montant des intérêts moratoires
- M : montant TTC de la demande de paiement
- Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points
- J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement
- F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. REALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Transfert des droits patrimoniaux :

Pour les prestations qui seraient soumises au Code de la propriété intellectuelle, l'acheteur bénéficie du transfert des droits de représentation et reproduction :

- représentation : communication de l'œuvre au public par tout procédé ;
- reproduction : Reproduction (duplication de l'œuvre à l'identique).

Ces droits sont transférés dans les conditions indiquées ci-dessous :

- Durée : 50 ans;
- Lieu : pour le monde entier;
- Média : tout type de support de communication physique ou numérique (y compris réseaux sociaux), existant ou non à ce jour.

6.2. Conditions de réalisation des prestations

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ Opérations de vérification de l'étude :

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le contrat, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le contrat comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par l'acheteur public sur les livraisons réalisées au titre du contrat.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG Prestations intellectuelles, l'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

■ Personnes en charge des vérifications des prestations :

Le service chargé de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire est : Service technique de l'immobilier de l'Université de tours.

6.3. Développement durable

■ Clause environnementale :

Le contrat comporte des obligations en matière de protection de l'environnement.

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations.

Ces obligations sont les suivantes :

- Le titulaire veillera à favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.
- Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

6.4. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ Conduite des prestations par une personne nommément désignée :

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de

recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption:**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages:**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

8. LITIGES ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Les pénalités prévues au titre du présent contrat sont définies comme suit :

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, en cas de dépassement des délais d'exécution prévu au contrat, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 100.00 € par jour calendaire de retard. Au-delà d'un délai de 5 jours , une pénalité majorée s'applique. La pénalité majorée est de 150,00 €
Pénalité pour absence ou retard à une réunion	En cas d'absence non justifiée à une réunion ou pour tout retard supérieur à 30 minutes, le maître d'ouvrage pourra appliquer sans mise en demeure une pénalité forfaitaire de 100 € Le maître d'ouvrage étant le seul à pouvoir apprécier la recevabilité de la justification apportée.
Pénalité pour tout manquement aux obligations contractuelles	Une pénalité de 250 € par manquement aux obligations contractuelles constatées sera appliquée.
Pénalité pour retard de remise de documents suivant la définition du contrat	En cas de retard dans la fourniture de la documentation prévue au contrat 50,00 € par jour calendaire de retard et par document

8.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 27 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ **Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

■ **Pénalités pour retard - plafonnement des montants :**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 15 % du montant total hors taxes du contrat.

■ **Pénalités pour retard - seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ **Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreetts.gouv.fr/>).

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 39.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Tribunal compétent :**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif d'Orléans
28 rue de la Bretonnerie
45057 Orléans Cedex 1
Téléphone : 02 38 77 59 00
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr
Télécopie : 02 38 53 85 16

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ Arrêt de l'étude :

En application de l'article 22 du CCAG Prestations intellectuelles, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent contrat à l'issue de chacune des phases techniques suivantes :

- A l'issue des études de faisabilité / préprogramme
- A l'issue des études de programmation
- A l'issue de la phase de sélection du maître d'œuvre
- Au DIA/ESQ remis par le maître d'œuvre
- A l'APS remis par le maître d'œuvre
- A l'APD remis par le maître d'œuvre
- Au PRO remis par le maître d'œuvre
- A l'issue de la phase de consultation des entreprises de travaux (ACT)

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du contrat.

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général.

Par dérogation au premier alinéa de l'article 40 du CCAG, la résiliation n'ouvre pas droit au titulaire à une indemnité forfaitaire de résiliation.

Le titulaire peut toutefois être indemnisé des frais et investissements engagés conformément au 2^{ème} alinéa de l'article 40 du CCAG.

■ Utilisation des résultats de l'étude :

Conformément à l'article 35.2.1 du CCAG Prestations intellectuelles, les résultats obtenus dans le cadre de l'étude font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit de l'acheteur.

Aussi, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins y compris à des fins commerciales. Toutefois une cession à titre exclusif est appliquée aux aspects de l'étude qui portent sur l'identité de l'acheteur, la promotion de ses missions de services publics et sur des données confidentielles.

■ Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ Garantie :

Par dérogation à l'article 30 du CCAG, les prestations sont assorties d'une garantie de 6 mois.

■ Régime de la garantie :

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les corrections qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à corriger ou remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les éventuels frais de déplacement (transport, hébergement, etc..) nécessités par la correction ou le remplacement de la prestation défectueuse.

Le titulaire effectue les mises au point et corrections demandées dans le délai fixé par l'acheteur dans l'ordre de service. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux corrections prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des corrections.

10. DEROGATIONS

Sont listées ci-après les dérogations portées au CCAG Prestations Intellectuelles dans le présent contrat :

- La rubrique Pénalités pour retard - observations préalables à l'application de l'article 8.2 du contrat
- La rubrique Pénalités pour retard - plafonnement des montants de l'article 8.2 du contrat déroge à
- La rubrique Pénalités pour retard - seuil d'exonération de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3
- La rubrique Délai de garantie de l'article 9 du contrat déroge à l'article 30 du CCAG
- La rubrique Résiliation pour motif d'intérêt général de l'article 9 du contrat déroge au premier alinéa de l'article 40 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.